



Projet d'intervention rapide du SLAM

ACTION CONTRE LES MINES ET RÉDUCTION DE LA VIOLENCE ARMÉE



Congo-brazzaville

ÉTUDE DE CAS | SEPTEMBRE 2012

CIDHG | GICHD



Le Centre international de déminage humanitaire de Genève (CIDHG), **organisation internationale spécialisée**, enregistrée en tant que fondation à but non lucratif en Suisse, œuvre à **l'élimination** des mines, des restes explosifs de guerre et autres engins explosifs, tels que les stocks de munitions dangereuses. Le CIDHG apporte des **conseils** et un soutien au développement des capacités, entreprend des recherches appliquées, diffuse des connaissances et des meilleures pratiques et élabore des **normes**. Par son travail, en **coopération** avec ses partenaires, le CIDHG permet aux autorités nationales et locales des **pays touchés par les mines de planifier, coordonner, mettre en place, superviser et évaluer** des programmes d'action contre les mines de manière efficace, efficiente et sûre, et d'appliquer la Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel, la Convention sur les armes à sous-munitions et les autres instruments pertinents du droit international. Le CIDHG est attaché aux principes humanitaires **d'impartialité, de neutralité, d'humanité et d'indépendance**.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	4
CONTEXTE DE TRAVAIL	4
INTERVENTION D'URGENCE	5
Objectifs de dépollution	6
MAG	6
Handicap International	8
Demeter	9
MSB	9
CICR	10
Éducation aux risques	10
Assistance aux victimes	10
Gestion de la qualité	11
Situation initiale	11
Gestion de l'information	12
Système d'information géographique (SIG)	12
Résultats	
Financement	13
PROJETS FUTURS	13
Développement des capacités nationales	13
ENSEIGNEMENTS TIRÉS ET CONCLUSION	14

INTRODUCTION¹

Le 4 mars 2012, plusieurs puissantes explosions se sont produites dans le dépôt de munitions militaire de Mpila, à l'est de Brazzaville, en République du Congo. L'accident, en trois déflagrations séparées causées par un court-circuit électrique dans le dépôt, a causé la mort d'environ 282 personnes, a fait 1 500 blessés et environ 20 000 sans abri.² Des immeubles entiers, y compris une église, se sont effondrés à proximité du site.³ Les hauts degrés de contamination entraînés par les explosions, y compris par des projectiles instables, présentent un risque sérieux pour les communautés environnantes et font obstacle à la fourniture d'une assistance humanitaire. Le gouvernement avait prévu de déplacer le camp militaire et le dépôt à l'extérieur des limites de la ville, mais il n'a pas agi assez vite.⁴

Juste après les explosions, le Service de lutte antimines des Nations Unies (SLAM) a pris la tête de l'intervention d'urgence en collaboration avec l'Équipe de lutte antimines des Nations Unies (UNMAT) et l'armée congolaise, les Forces armées congolaises (FAC). L'intervention d'urgence a ciblé en priorité la zone de l'impact, qui était la zone la plus fortement contaminée après les explosions, sur une surface d'environ 50 hectares et dans un rayon de 500 m. Parmi les équipes qui se sont initialement chargées de la dépollution figuraient Mines Advisory Group (MAG), Demeter (une ONG française), des techniciens du Bénin, du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), des États-Unis, de l'Angola, de la France, de Handicap International (HI) et de la Swedish Civil Contingencies Agency (MSB); toutes les équipes étaient secondées par du personnel des FAC. À la mi-septembre, environ 63 850 munitions non explosées (MNE) avaient été enlevées et 94 tonnes de munitions avaient été détruites.⁵

La présente étude de cas a pour objet de rassembler des informations sur la manière dont les organisations d'action contre les mines utilisent leurs compétences et leur expertise pour faire face aux explosions et pour répondre à d'autres besoins du Congo-Brazzaville en matière de sécurité physique et de gestion des stocks.

CONTEXTE DE TRAVAIL

Selon le Small Arms Survey, la République du Congo avait déjà connu précédemment quatre explosions accidentelles sur divers sites de stockage de munitions à Pointe Noire et à Brazzaville.⁶ Par exemple, l'explosion qui s'est produite en 1997 sur le site de la poudrière de Maya-Maya, proche de l'aéroport international de Brazzaville, a fait des morts et des blessés et entraîné la contamination de terres auparavant utilisées pour des activités de subsistance et de loisir.⁷ Cet accident était dû à des conditions inadéquates de stockage et de manipulation des armes et des MNE dans des dépôts militaires, qui sont souvent situés dans des zones civiles à forte densité de population et qui font peser un sérieux risque d'explosion accidentelle sur les communautés environnantes. Dans son rapport de 2010 sur la mise en œuvre du Programme des Nations Unies sur les armes légères et de petit calibre (ALPC), le gouvernement du Congo reconnaît que le développement des capacités en matière de gestion des stocks et de destruction des armes est un domaine prioritaire.

Les explosions qui ont eu lieu en République du Congo ne sont pas des événements isolés, mais s'inscrivent dans une problématique mondiale plus large. Entre janvier 1998 et octobre 2011, il a été fait état de 302 cas d'explosions accidentelles dans 76 pays différents, dont bon nombre sont dues à une gestion inadéquate de stocks de munitions.⁸

Les stocks et explosifs abandonnés, endommagés, conservés et manipulés dans des conditions inadéquates représentent un risque physique considérable. Non seulement les explosions d'armes et de munitions constituent un grave danger, mais elles dispersent souvent des munitions non explosées et instables sur une zone étendue, où ces dernières

peuvent rester insensibles pendant de nombreuses années. Leur incidence sur les communautés avoisinantes est souvent énorme, depuis les morts et les blessés directement liés aux explosions, jusqu'à la destruction des maisons, des bâtiments et des infrastructures, la dégradation de l'environnement et l'interruption des activités de subsistance.⁹

Au cours des dernières années, les organisations d'action contre les mines sont de plus en plus intervenues pour faire face à des explosions accidentelles sur des sites de stockage de munitions dans divers pays, et pour aider les autorités nationales à améliorer la sécurité physique des dépôts de stockage de munitions et à développer la capacité nationale en matière de gestion des stocks d'armes et de munitions.

Le SLAM également a élargi la portée de son mandat d'action contre les mines pour y inclure la sécurité physique et la gestion des stocks (*Physical Security and Stockpile Management* ou PSSM). Le premier programme de PSSM du SLAM a été mis sur pied en Côte d'Ivoire. Bien qu'à l'origine, le SLAM soit intervenu dans ce pays pour évaluer la contamination par les mines et les restes explosifs de guerre (REG), il est vite devenu évident que si la contamination par les mines et MNE était relativement faible, la prolifération d'armes et de munitions mal ou non sécurisées attisait l'insécurité en Côte d'Ivoire après le conflit. Le SLAM a modifié son mandat en conséquence et travaille depuis en étroite collaboration avec l'armée ivoirienne, les Forces républicaines de Côte d'Ivoire (FRCI), ainsi qu'avec la gendarmerie et la police, pour lutter contre la prolifération des armes et des munitions en réhabilitant les armureries. Malgré cette expérience préalable en matière de PSSM, c'est la première fois que le SLAM, en s'engageant en République du Congo, dirige une intervention d'urgence à la suite de l'explosion d'un dépôt de munitions.

INTERVENTION D'URGENCE

Juste après les explosions, le SLAM a pris les rênes de l'intervention d'urgence. Le SLAM a déployé une équipe d'évaluation, qui a commencé à coordonner les efforts avec les autorités nationales, l'équipe de pays des Nations Unies et les partenaires de mise en œuvre afin d'évaluer les besoins et ce qui pouvait être accompli à court, moyen et long terme. Les objectifs décidés en commun étaient:

- > d'avertir la population du danger résiduel;
- > d'atténuer les risques;
- > de sécuriser la zone touchée;
- > de réaliser des évaluations initiales;
- > de lancer les opérations d'urgence;
- > d'aider les représentants de l'équipe de pays à définir une réponse appropriée.¹⁰

Pour témoigner de son engagement en faveur des efforts de dépollution et de sa reconnaissance du problème plus large que pose la gestion des stocks, le gouvernement a affecté à ces opérations 140 membres du personnel militaire qui travaillent en collaboration avec les conseillers internationaux mis à disposition par l'intermédiaire des opérateurs d'action contre les mines et REG. Les FAC hébergent également, avec l'appui du SLAM, un centre de coordination de la dépollution qui est situé à proximité du centre des opérations de dépollution et qui a la responsabilité de coordonner les activités de Demeter, HI et MAG. Le SLAM a immédiatement mobilisé du personnel provenant de ses programmes en Côte d'Ivoire, République démocratique du Congo, Libye, Somalie et Abyei, avec le soutien administratif de l'UNOPS.

En partenariat avec le ministère des Travaux publics, le SLAM a coordonné le travail de deux spécialistes de l'infrastructure envoyés par les gouvernements polonais et suisse afin d'évaluer les dommages structuraux aux bâtiments dans les zones touchées.¹¹

Objectifs de dépollution

Le SLAM a mis en place un plan opérationnel de six mois de mars à août 2012, qui visait essentiellement à atteindre une productivité maximale en termes de dépollution des MNE apparues à la suite des explosions du mois de mars. L'objectif à court terme de l'intervention d'urgence était d'empêcher qu'il y ait des victimes parmi les communautés touchées et le personnel de l'action contre les mines. Les efforts de dépollution se sont concentrés sur le centre de la zone de l'explosion.

Sept équipes de neutralisation et destruction des explosifs (NEDEX) ont initialement entrepris une dépollution des MNE dans la zone de l'impact. Elles étaient composées de MAG, HI, Demeter-Bénin, CICR/MSB et des Forces anglaises. Chaque équipe était épaulée par des soldats des FAC.¹² Trois opérateurs d'action contre les mines et REG poursuivent leur mission: Demeter, HI et MAG.

De juin à août, les activités de dépollution se sont attachées à soutenir les efforts plus larges de reconstruction et à achever la dépollution de surface de la majeure partie du secteur touché. Une dépollution supplémentaire en profondeur sera probablement nécessaire dans cette zone. Des engins mécaniques ont été déployés afin de démolir les bâtiments endommagés et enlever les décombres. À partir de septembre, Demeter, HI et MAG ont poursuivi la dépollution des maisons conformément aux besoins identifiés dans le plan de la phase 3¹³ et ont procédé, dans le secteur 4, à une dépollution en profondeur dans les entonnoirs et à un déblaiement spécifique des décombres dans les bâtiments fortement contaminés (bâtiments militaires).

Les Nations Unies ont également entamé les discussions avec le gouvernement sur les possibilités d'établir un programme visant à promouvoir la sécurité physique et la gestion des munitions afin d'empêcher d'autres explosions accidentelles.¹⁴

Une zone de stockage temporaire a été ménagée afin de stocker en toute sécurité les MNE et les munitions découvertes dans les environs. MAG et les FAC procèdent aux destructions en vrac dans un lieu extérieur lorsque la zone de stockage temporaire est pleine.¹⁵

MAG

Avant l'explosion, MAG avait mené des opérations de destruction d'ALPC et d'enquête, et entrepris quelques activités de NEDEX en République du Congo. Sur un financement du département d'État américain et du fonds commun du Royaume-Uni pour la prévention des conflits mondiaux (*UK Global Conflict Prevention Pool*), MAG a démarré ses opérations dans le pays en septembre 2007 afin d'apporter un soutien technique aux FAC pour la destruction des ALPC et de mener des enquêtes sur les zones soupçonnées d'être contaminées.¹⁶ MAG a aussi formé des membres de la communauté à dispenser une éducation aux risques des mines (ERM). En 2009, MAG a apporté son concours à la destruction de 4 000 mines antipersonnel retirées des dépôts militaires de Pointe Noire.

À partir de 2011-2012, MAG a mis en œuvre un projet de 14 mois financé par la Commission européenne, qui était destiné à éliminer la contamination par les MNE apparue à la suite de l'explosion d'un dépôt de munitions à Brazzaville en 1997. MAG a travaillé avec des techniciens détachés par les FAC et les formés à identifier, manipuler et détruire les MNE. Ensemble, ils ont marqué et dépollué les zones contaminées et remis les terres à disposition des autorités nationales. Les équipes des FAC formées par MAG ont constitué le personnel de base de MAG au cours de l'intervention d'urgence.

En septembre 2011, MAG a mené une enquête afin d'évaluer les conditions de sécurité physique et de gestion des stocks (PSSM) dans cinq armureries où, selon les FAC, le besoin d'aide se faisait sentir avec le plus d'acuité. Sur la base des résultats de l'enquête, MAG a

élaboré une proposition de travail de PSSM dans ces armureries parmi lesquelles, soit dit en passant, figurait l'armurerie qui avait explosé en mars. Toutefois, malgré les efforts de MAG pour susciter une prise de conscience de la nécessité urgente d'un travail de PSSM en République du Congo, l'organisation n'a pas pu obtenir de financement pour un travail de PSSM au-delà de son intervention d'urgence.



Alors que MAG était en train de plier bagages et de mettre un terme à ses opérations au Congo-Brazzaville au moment des explosions, sa présence et son expérience dans le pays, ainsi que sa relation étroite avec les FAC, lui ont permis de seconder immédiatement les FAC dans leur intervention d'urgence après l'explosion. L'évaluation initiale a été menée par le SLAM, MAG et Demeter, et MAG a ensuite entrepris une dépollution rapide tout le long de la route afin de ménager un accès au site.¹⁷

Quatre jours après les explosions, MAG¹⁸ avait déployé des experts techniques internationaux (un chef des opérations techniques et un directeur technique de terrain) sur le site de l'explosion. Un mois plus tard, MAG avait mis en place quatre équipes de NEDEX chargées d'effectuer une dépollution de champ de bataille (DCB) dans la zone de l'explosion.¹⁹ MAG a été responsable de la gestion des stocks de munitions temporaires pour toutes les munitions rassemblées par tous les opérateurs et est responsable des destructions en vrac. MAG a également entrepris un effort d'éducation aux risques avec effet immédiat dans la première semaine suivant les explosions. MAG disposait de huit équipes de liaison avec les communautés chargées de transmettre des consignes de sécurité et d'organiser des sessions d'éducation aux risques à l'intention des communautés touchées vivant dans un rayon de cinq kilomètres autour du site des explosions. Les activités d'urgence de MAG ont été financées par des dons privés acheminés via le siège de MAG, ECHO, les ambassades allemande et britannique à Kinshasa et le SLAM. Suite à l'explosion, MAG utilise la proposition de projet préparée à la fin de 2011 pour obtenir un financement du travail de PSSM. MAG a procédé à une évaluation complémentaire en collaboration avec les FAC. Toutefois, à part un éventuel financement de l'évaluation de la part de l'UNOPS, les donateurs semblent encore hésiter à financer la PSSM à plus long terme.

Handicap International

Handicap International a d'abord déployé quatre experts en NEDEX (deux de la République démocratique du Congo (RDC) et un du Sénégal possédant une certification NEDEX 3, et un conseiller technique international au bénéfice d'une certification NEDEX 4) qui étaient chargés de procéder à une exploration visuelle du terrain dans un rayon de deux à trois kilomètres à partir du site de l'explosion. Une fois la recherche visuelle terminée, HI a mis au point un projet de déblaiement des décombres baptisé "2D", qui a été transmis au SLAM et aux FAC pour validation. La principale caractéristique du projet de HI était qu'il prévoyait de procéder à une dépollution "intelligente" des zones endommagées par un tri manuel des décombres et une récupération de toutes les munitions découvertes parmi les débris. Les débris devaient alors être triés en matériaux, meubles et restes ménagers recyclables et non recyclables, et les débris réutilisables devaient être offerts à la communauté locale.²⁰

En attendant l'approbation de son projet 2D, HI a mis en œuvre un projet 2D pilote de la fin du mois d'avril à la fin du mois de mai avec les fonds non utilisés du ministère français des Affaires étrangères, destinés à l'origine à la phase de recherche visuelle. Le projet pilote a rempli tous ses objectifs et en mai 2012, HI a reçu un financement du SLAM pour mettre en œuvre le projet 2D complet du 1^{er} juin au 31 août 2012 dans les secteurs civils qui entouraient le site de l'explosion attribué à HI. À cet effet, HI a fait appel à trois équipes comprenant chacune environ 20 soldats des FAC (60 au total) et dirigées par les spécialistes de la NEDEX initialement déployés dans le pays (deux de la RDC et un du Sénégal). HI a demandé des soldats supplémentaires aux FAC, sans succès. Afin de se garantir l'accès aux ressources nécessaires en matière de main-d'œuvre, HI a recruté 50 civils des communautés avoisinantes qui ont participé au déblaiement manuel des décombres. Les civils, recrutés par l'intermédiaire des "chefs de quartier" locaux, ont suivi une formation de cinq jours aux méthodes de déblaiement des décombres, aux premiers secours et aux notions élémentaires sur les munitions avant de démarrer le travail. Les civils sont restés sous contrat jusqu'au 25 août 2012 et ils bénéficiaient d'une assurance contractée par HI.

HI avait prévu au départ de terminer le projet le 31 août, lorsque le financement d'origine du SLAM aurait été épuisé. Toutefois, en juillet 2012, HI a appris qu'un financement supplémentaire serait mis à disposition par l'UNOPS afin de prolonger les activités de septembre à octobre 2012, et par l'Union européenne pour couvrir la période de novembre à décembre 2012. Ce nouveau financement a été mis à disposition en réponse à la feuille de route du SLAM pour la République du Congo, qui prévoit le retrait du SLAM avant le 31 décembre 2012.



Demeter

Déminage Demeter (désigné ci-après par Demeter) est une organisation non gouvernementale d'action contre les mines et REG française qui a été créée par un ancien employé de HI, Michel Rathqueber. Demeter travaillait en République du Congo depuis janvier 2011, où elle procédait à des enquêtes techniques et non techniques dans le district de Kimongo, au sud-est du pays. En août 2011, Demeter a signé un protocole d'entente avec le ministère de la Défense de la République du Congo, qui autorisait Demeter à étendre ses activités d'enquête non technique et technique jusqu'à la frontière avec l'Angola et dans tout le département du Pool, au sud de Brazzaville. Toutefois, après l'explosion du 4 mars 2012, les FAC ont pris contact avec Demeter, lui demandant d'effectuer une recherche visuelle autour du site de l'explosion. Sur un financement du SLAM et des ambassades de France et des Pays-Bas à Brazzaville, Demeter a temporairement suspendu ses activités dans le reste du pays pour appuyer les opérations d'urgence dans la capitale.

Après six semaines de recherche visuelle et de tâches localisées occasionnelles, Demeter a commencé à déblayer les décombres avec le soutien de deux équipes civiles et de trois équipes militaires de NEDEX, comprenant chacune 10 membres. Deux civils ont été choisis comme chefs d'équipe et formés au niveau 1 de la certification NEDEX par Demeter en avril 2012, tandis que les autres civils recevaient une formation de base aux méthodes de déblaiement des décombres et à l'identification des munitions. Les cinq équipes étaient gérées par quatre superviseurs de Demeter, qui étaient les seules personnes autorisées à réellement manipuler les MNE rencontrées lors du déblaiement des décombres. C'est pourquoi lorsque les membres de l'équipe trouvaient une MNE, ils appelaient leur superviseur qui se chargeait ensuite de l'enlever ou de la détruire sur place.

Outre son travail de dépollution, Demeter gère le numéro de téléphone d'urgence "9090" établi par l'ONG locale La Ligne Jeune afin de rassembler les informations fournies par la population locale sur l'explosion et sur ses répercussions. Une fois par semaine, La Ligne Jeune transmet les informations reçues par le biais d'environ 50 appels téléphoniques à Demeter, qui intervient sur la base des renseignements communiqués par la population. En date du 23 avril 2012, Demeter affirmait avoir mené 706 interventions grâce aux renseignements recueillis via le numéro d'urgence.

Demeter avait initialement prévu de mettre un terme à son intervention d'urgence le 31 août 2012, mais la nouvelle feuille de route du SLAM a prolongé son mandat jusqu'au 31 décembre 2012. Demeter pense reprendre ensuite ses activités d'enquête non technique et technique dans le sud du pays.

MSB

Aux termes du protocole d'entente d'intervention rapide établi avec MSB, le SLAM a pu maintenir en Suède des équipes MSB prêtes à intervenir afin d'appuyer les opérations d'urgence. Pour faire face aux explosions, MSB a d'abord déployé deux équipes d'assurance qualité (AQ) (chargées de contrôler les opérateurs et les équipes des FAC), un coordonnateur médical et un spécialiste des bases de données. MSB a maintenant détaché deux mécaniciens pour manoeuvrer une chargeuse frontale blindée, et un médecin.

CICR

Le CICR a fait face à la situation d'urgence en prenant les mesures suivantes:

- > mise en œuvre d'activités de dépollution par le déploiement de spécialistes de la NEDEX;
- > gestion des dépouilles par la mise à disposition de spécialistes en médecine légale du CICR et la fourniture de services de recherche de personnes;
- > recherche des enfants non accompagnés et rétablissement des liens familiaux;
- > fourniture d'un soutien psychosocial aux victimes dans les zones touchées et d'un soutien aux services de soins de santé primaires;²¹
- > mise en place de mesures d'éducation aux risques par le biais de la Croix-rouge nationale

Éducation aux risques

Face à la situation d'urgence, l'UNICEF a pris la tête des opérations d'éducation aux risques. Des messages radiophoniques, des posters et des dépliants ont permis de sensibiliser les communautés aux risques potentiels et l'UNICEF a mis au point un kit pédagogique d'éducation aux risques à l'intention des formateurs, qui devait être mis en œuvre en octobre dans le but de renforcer la capacité institutionnelle au sein du système éducatif.²²

Le lendemain de l'explosion, MAG a démarré des activités d'éducation aux risques dans les zones contaminées et a mis en place trois numéros de téléphone d'urgence afin de permettre aux civils d'indiquer par téléphone les éventuelles munitions non explosées (MNE) qu'ils avaient découvertes. L'équipe de liaison avec les communautés de MAG a également instruit le personnel du CICR et le personnel d'autres organisations humanitaires au sujet de la situation et formé des volontaires de la Croix-rouge, et d'autres, à l'éducation aux risques afin qu'ils contribuent à diffuser les messages de sécurité tout en aidant les civils évacués et sans abri.

HI et MAG ont déployé au total dix équipes de liaison avec les communautés (deux et huit, respectivement) qui avaient, à la fin du mois de juin, dispensé plus de 2 400 sessions d'éducation aux risques.

Assistance aux victimes

HI est la seule organisation qui s'est occupée de fournir une assistance aux victimes de l'explosion. Quelques jours après l'explosion, la direction d'action d'urgence de HI a déployé une équipe d'assistance aux victimes (AV) de trois personnes, parmi lesquelles un coordonnateur de l'assistance aux victimes, un orthopédiste et un psychologue.

L'équipe d'assistance aux victimes a recruté 16 ressortissants congolais et mis sur pied quatre équipes mobiles de quatre membres chacune. Les équipes mobiles ont fourni des équipements tels que des prothèses aux hôpitaux et aux victimes elles-mêmes, et elles ont en outre entrepris des recherches afin de retrouver les patients qui avaient rejoint leur famille sur des sites du gouvernement ou dans des villes voisines après avoir reçu un traitement dans les hôpitaux locaux. Une fois ces patients retrouvés, les équipes mobiles les ont informés sur les soins de base et leur ont fourni le matériel nécessaire pour qu'ils puissent poursuivre leur traitement. L'équipe d'assistance aux victimes de HI a également apporté un soutien psychosocial en déployant son psychologue lorsqu'une équipe mobile signalait un patient ayant besoin de ce type de soutien.

Gestion de la qualité

Le SLAM dispose de trois responsables des opérations, d'un responsable de l'accréditation et des normes et d'un responsable de l'assurance qualité sur le terrain. Le SLAM veille à ce que les opérations de dépollution et de destruction soient entreprises conformément aux normes internationales de l'action contre les mines (NILAM). Le SLAM prévoit d'accréditer les opérateurs actuels et la future capacité nationale sur la base des NILAM avant la fin de 2012. Dans le cas où un programme de PSSM devrait être établi, les directives techniques internationales sur les munitions (IATG) serviraient de base à la mise en place de pratiques sûres de gestion et stockage des munitions.

Ce qui suit est un bref aperçu²³ de la manière dont a évolué la gestion de la qualité des opérations d'urgence du SLAM au Congo-Brazzaville..



Situation initiale

Au cours des trois premiers mois des opérations, les visites de contrôle d'assurance qualité sur le terrain étaient effectuées par MSB, à la demande du SLAM; il est à remarquer que dans l'ensemble, aucun accident ou incident n'a été signalé au cours de cette période.

Le SLAM a depuis mis au point une approche plus élaborée qui inclut l'accréditation des partenaires opérationnels et qui porte également sur le transfert des terres.²⁴ Demeter, HI et MAG ont reçu une accréditation provisoire dès le 31 août 2012. Les opérateurs sont tenus d'entreprendre leurs propres inspections d'assurance qualité (AQ) et de contrôle qualité (CQ) internes et d'en documenter les résultats. Des copies de ces rapports sont remises chaque semaine à la section AQ de l'UNMAT.

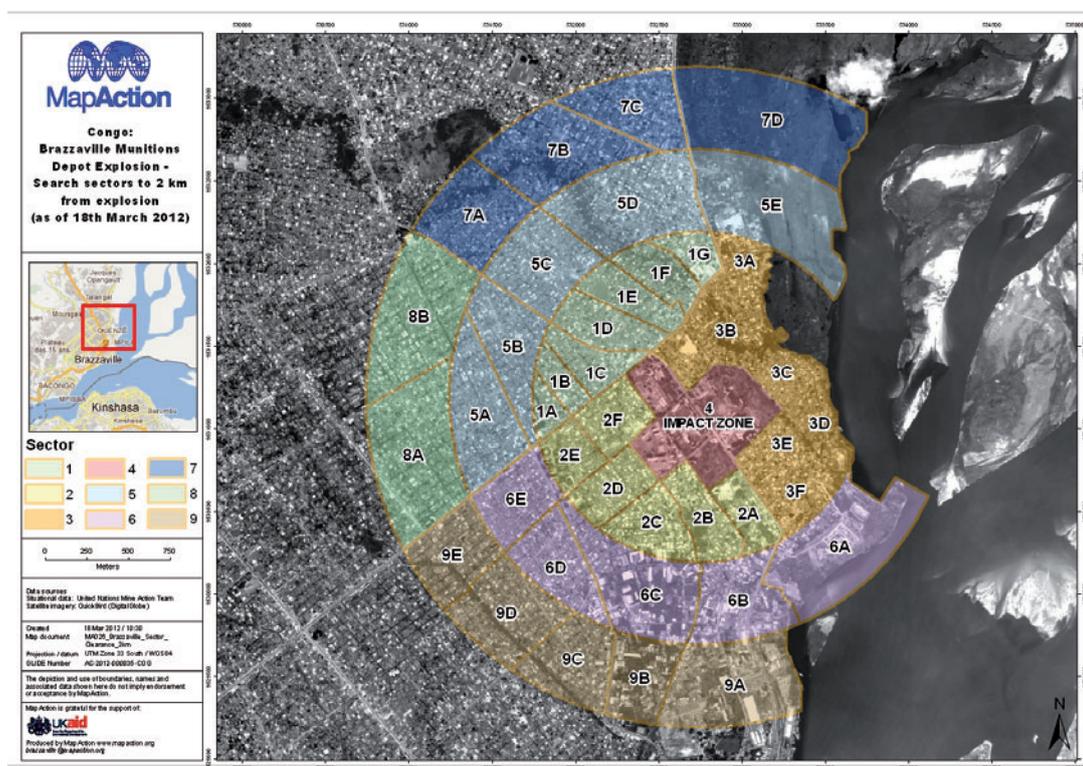
En ce qui concerne la dépollution de l'entonnoir, des procédures opérationnelles permanentes (POP) ont été élaborées afin de permettre à l'équipe des FAC d'entreprendre une dépollution sécurisée du site, avec le concours de MSB. En raison de la nature de cette tâche, ces POP resteront spécifiques de ce site.

Gestion de l'information

Le système de gestion de l'information pour l'action contre les mines (*Information Management System for Mine Action* ou IMSMA) est utilisé pour collecter et analyser les données. L'équipe de l'UNMAT s'emploie à former un personnel national à la saisie des données. Une formation initiale a été dispensée par du personnel de MSB épaulé par l'UNMAT. La future assistance technique à IMSMA^{NG} sera fournie par le personnel de gestion de l'information du SLAM Côte D'Ivoire.

Système d'information géographique (SIG)

MapAction, une ONG de cartographie établie au Royaume-Uni, a appuyé l'intervention d'urgence en apportant sa capacité de SIG pour cartographier l'emplacement et les besoins des communautés touchées. Quelques heures après son arrivée à Brazzaville, MapAction a produit une carte illustrant la zone de l'impact et les zones environnantes, qui a été distribuée aux partenaires de mise en œuvre. MapAction est intervenue à Brazzaville sur une demande reçue par l'équipe des Nations Unies pour l'évaluation et la coordination en cas de catastrophe (UNDAC).²⁵



Résultats

Voici les résultats des activités de dépollution de MNE et d'éducation aux risques en date de septembre 2012²⁶:

MNE enlevées	63 850
Munitions d'armes de petit calibre enlevées	911 502
Surface dépolluée en mètres carrés	982 996
Tâches de NEDEX localisées	961
Sessions d'ERM dispensées	21 369
Bénéficiaires de l'éducation aux risques	122 957
Poids net d'explosifs (NEQ) des munitions détruites	94 tonnes

Financement

Les donateurs suivants ont réagi dès le départ très rapidement à la situation d'urgence:

- > Le Bureau de la prévention des crises et du relèvement du PNUD (PNUD/BCPR), par la constitution d'un fonds TRAC d'urgence (montant cible à prélever sur les fonds de base du PNUD) destiné à soutenir la coordination et l'intervention d'urgence après la catastrophe;
- > le Fonds d'affectation spéciale pour l'assistance au déminage du SLAM;
- > MSB, qui a déployé une équipe NEDEX d'urgence en appui au CICR;
- > L'UNICEF qui a reçu 2,8 millions USD du Fonds central d'intervention d'urgence des Nations Unies (CERF), dont environ 200 000 USD ont été consacrés à une intervention d'urgence en matière d'éducation aux risques;²⁷
- > Le SLAM, qui a reçu 1,35 millions USD via le Fonds central d'intervention d'urgence, dont plus de 75 pour cent sont affectés à des subventions ou des contrats en faveur de partenaires de mise en œuvre;
- > des contributions vitales ont été fournies par ECHO, par l'ambassade britannique (à Kinshasa), par le gouvernement allemand qui a octroyé un financement en faveur de MAG, par le gouvernement du Japon, ainsi que par le gouvernement français qui a apporté un soutien en faveur de HI et le gouvernement hollandais qui a apporté un soutien en faveur de Demeter.

Le SLAM a joué un rôle de premier plan dans la coordination du financement de l'intervention d'urgence, en fournissant une mise à jour aux membres du Groupe de soutien pour l'action contre les mines et en coordonnant un appel éclair auprès du Bureau de la coordination des affaires humanitaires (BCAH).

Le principal obstacle auquel se sont heurtés les efforts d'intervention d'urgence est celui du financement, dû en partie au fait que les donateurs considèrent la République du Congo comme un pays relativement prospère, en mesure de consacrer une partie de son budget national au financement des opérations d'urgence.

Le gouvernement s'est engagé par écrit à allouer 4 millions USD à la dépollution et 70 millions USD supplémentaires à la réhabilitation des casernes militaires. 100 troupes supplémentaires seront mises à disposition.

La mise sur pied d'un futur programme de PSSM, géré par le biais du SLAM, dépendra du financement disponible; il est toutefois probable que MAG, HI et d'autres partenaires militaires tels que les États-Unis, la France et la Belgique y participeront, le cas échéant.

PROJETS FUTURS

Le SLAM interviendra probablement au Congo-Brazzaville jusqu'à la fin de 2012 avant de se retirer, car il sera difficile pour l'organisation de justifier une présence à plus long terme, le Congo-Brazzaville sortant du cadre de travail traditionnel du SLAM. Normalement, l'organisation intervient dans un pays en vertu d'un mandat de maintien de la paix ou à la demande du représentant résident des Nations Unies, ce qui est le cas au Congo-Brazzaville.

Développement des capacités nationales

Le SLAM prévoit de mettre sur pied des équipes de NEDEX nationales, qui seront formées et équipées avant la fin de 2012. Le SLAM pourrait devoir assurer un certain suivi à cet effet. Le gouvernement américain avait indiqué qu'il allait mettre en chantier un projet de formation à la NEDEX et de formation médicale en septembre 2012. L'ambassade belge prévoyait également de dispenser en 2012 une formation à la PSSM à 16 membres du personnel logistique des FAC. Le SLAM a l'intention d'offrir aux FAC une formation médicale qui bénéficierait à l'armée dans son ensemble, ainsi qu'aux opérations de NEDEX.

Le gouvernement du Congo est encore en train d'étudier les futures interventions en matière de PSSM, y compris l'élaboration de normes apparentées aux NILAM et aux IATG. Des interventions militaires bilatérales semblent constituer l'option la plus probable.



ENSEIGNEMENTS TIRÉS ET CONCLUSION

Parmi les principaux enseignements tirés par le SLAM et ses partenaires de leurs interventions à la suite des explosions de dépôts de munitions au Congo-Brazzaville figurent les points suivants:

- > Pour pouvoir coordonner les travaux de dépollution, il est essentiel que les mesures d'intervention d'urgence soient prises rapidement. Les deux premiers jours sont d'une importance critique, car ce sont ceux où l'on a le plus de chance de sauver des vies. Cet objectif a été atteint au Congo-Brazzaville car: le SLAM et ses partenaires ont été en mesure de relayer rapidement le message invitant à interdire l'accès à la zone touchée; les équipes d'éducation aux risques ont été déployées rapidement; et MAG se trouvait déjà sur place et a pu rapidement mobiliser ses équipes, de même qu'ont rapidement été mobilisées des équipes de Demeter, divers militaires, des équipes du gouvernement américain, du CICR, du Bénin, de la France, de l'Angola, de HI et de MSB.
- > Lors d'interventions d'urgence de cette nature, les opérateurs d'action contre les mines et REG doivent travailler de manière ouverte, partager les informations et collaborer les uns avec les autres, indépendamment de leur taille ou de leur capacité. Dans une telle situation, toutes les capacités doivent être pleinement mises à profit et l'esprit de coopération joue un rôle vital.
- > Les organisations d'action contre les mines doivent trouver des solutions pratiques pour amener des explosifs et des détonateurs sur le terrain. Dans le cas du Congo-Brazzaville, les fournitures nécessaires étaient rares sur place, mais le SLAM a pu s'en procurer auprès de la République démocratique du Congo. Toutefois, cette question n'est pas spécifiquement liée au Congo-Brazzaville et les organisations travaillant en Libye ont dû faire face au même problème.
- > Le plaidoyer pour la PSSM devrait être mis en œuvre peu après la catastrophe, car dans un tel contexte, la PSSM peut vite disparaître des priorités des organisations de mise en œuvre, des donateurs et, surtout, du gouvernement. Il est essentiel de prendre le temps de plaider en faveur d'un programme de PSSM à plus long terme auprès du gouvernement et des donateurs, afin de réduire le risque de futures explosions accidentelles et d'obtenir des résultats durables.

NOTES

- ¹ Cette étude de cas a été rédigée par Sharmala Naidoo avec le concours d'Albert S. Mülli (CIDHG) sur la base d'une étude documentaire et d'entretiens réalisés entre juin et septembre 2012.
- ² UNMAS. Republic of Congo (Brazzaville) – Factsheet. May 2012.
- ³ "Brazzaville picks up the pieces after ammo depot explosion", Wikinews, 4 avril 2012.
- ⁴ Lauren Tracey. A Blast From the Past: Mpila Military Munitions Depot Explosion in the Republic of Congo, Institute for Security Studies, 22 March 2012. http://www.iss.co.za/iss_today.php?ID=1451
- ⁵ UNMAS. Republic of Congo, 12 September 2012.
- ⁶ Small Arms Survey. Unplanned Explosions at Munitions Sites, Site Web, mis en ligne le 1^{er} juin 2012. <http://www.smallarmssurvey.org/?uems>
- ⁷ MAG. Where we work: Republic of Congo. Website, <http://www.maginternational.org/roc#.UHasHK6iPt0>, consulté le 11 octobre 2012.
- ⁸ Small Arms Survey. Unplanned Explosions at Munitions Sites, Research Note, RASR Initiative, janvier 2012.
- ⁹ Lauren Tracey. Ticking time bombs: Ineffective weapons stockpile management in Africa. Institute for Security Studies, ISS Paper 223, avril 2011.
- ¹⁰ Paul Heslop (Chef de programme, SLAM). Congo-Brazzaville update – 9 mars 2012 – Courrier électronique transmis par le biais de Mine Action AOR.
- ¹¹ UNMAS. Daily Brief – Republic of Congo, 13 March 2012.
- ¹² UNMAS. Daily Brief – Republic of Congo, 13 March 2012.
- ¹³ UNMAS. Update regarding the mine action response in the Republic of Congo. 7 July 2012; Il est à noter que la phase 1 impliquait la dépollution de la zone d'impact et que la phase 2 était axée sur la dépollution en appui à la reconstruction.
- ¹⁴ UNMAT. The United Nations Mine Action Team in the Republic of Congo. Briefing Note, 1 May 2012.
- ¹⁵ UNMAS. Republic of Congo – Factsheet, May 2012.
- ¹⁶ MAG. Republic of Congo: The problem. <http://www.maginternational.org/roc/>; consulté le 13 juillet 2012.
- ¹⁷ MAG. Brazzaville Response, Situation Report 1, 9 March 2012; Charles Frisby, courrier électronique envoyé le 1^{er} septembre 2012.
- ¹⁸ Ceci a été rendu possible grâce au soutien de la délégation de l'Union européenne, qui a autorisé la réaffectation des fonds destinés au projet de Maya-Maya à l'intervention d'urgence de Mpila.
- ¹⁹ MAG. Republic of Congo: Helping communities and aid agencies after Brazzaville explosion. 1^{er} juin 2012.
- ²⁰ Handicap International. Congo-Brazzaville: "Munitions landed up to 3km from the dumps", 7 mai 2012.
- ²¹ Comité international de la Croix-Rouge. "République du Congo: Décontaminer la zone sinistrée et réunir les familles", Point sur les activités, 23 mars 2012.
- ²² UNMAS. Update regarding the mine action response in the Republic of Congo, 7 juillet 2012.
- ²³ UNMAT, Republic of Congo, July 2012.
- ²⁴ Sur la base de son expérience, le SLAM reconnaît qu'un système formel de gestion de la qualité devrait être établi après un mois de fonctionnement, au lieu des trois mois actuellement en vigueur.
- ²⁵ MapAction. Responding to Brazzaville Explosion, 12 mars 2012.
- ²⁶ UNMAS. Republic of Congo, 12 September 2012.
- ²⁷ UN Central Emergency Response Fund. "CERF Gives \$7 million to Republic of Congo Following Arms Depot Explosions", 30 avril 2012.



Centre International de Déminage Humanitaire | Genève
Geneva International Centre for Humanitarian Demining

7bis, av. de la Paix | BP 1300 | 1211 Genève 1 | Suisse
t. + 41 (0)22 906 16 60 | f. + 41 (0)22 906 16 90
info@gichd.org | www.gichd.org